

20200612 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/25349/environ-400-migrants-de-nouveau-a-la-rue-dans-le-nord-de-paris-les-associations-reclament-un-meilleur-access-a-l-eau>

Actualités



Plusieurs campements grossissent ces dernières semaines le long du canal Saint-Denis au nord de Paris. Crédit : Solidarité Migrants Wilson

Environ 400 migrants de nouveau à la rue dans le nord de Paris, les associations réclament un meilleur accès à l'eau

Par [Anne-Diandra Louarn](#) Publié le : 12/06/2020

Une semaine après que la justice a reconnu l'urgence de faire installer des points d'eau et des sanitaires près des campements de migrants du nord-est de Paris, le problème reste entier selon les associations. Les installations manquent alors que les migrants sont de plus en plus nombreux à revenir dormir dans des tentes.

Le verdict est tombé il y a une semaine : le juge des référés [saisi par seize associations fin mai](#) a ordonné aux préfetures d'Île-de-France, de Paris, de Seine-Saint-Denis ainsi qu'aux municipalités concernées de déployer des points d'eau potable, des sanitaires et des douches près des campements de migrants installés le long du canal Saint-Denis, au nord-est de Paris. La justice a donné "un délai de 48 heures sous astreinte de 150 euros par jour de retard" pour exécuter les mesures. Les autorités ont été aussi tenues d'organiser un service de collecte des ordures, "à raison d'une fois par semaine au moins", et de distribuer aux migrants masques, savons et gel hydroalcoolique dans le cadre de la lutte contre le Covid-19.

Une semaine plus tard, force est de constater que les choses ont "un peu bougé" à Aubervilliers, note Philippe Caro du collectif Solidarité Migrants Wilson, joint par InfoMigrants. Le bénévole indique qu'une fontaine a été ouverte et que des sanitaires ont été posés à proximité du pont de Stains. Des bennes à ordures ont également été disposées sur le pont pour que les migrants campant à proximité puissent y jeter leurs détrit. Un peu plus loin, sur le pont du Landy, une autre benne a été ajoutée.

Côté Saint-Denis, au campement de la Maltournée, "la municipalité a distribué des bouteilles d'eau et mis à disposition une citerne", rapporte pour sa part Louis Barda, coordinateur du programme d'accès aux soins de Médecins du Monde, qui salue "une réaction rapide". Une association proposant "des douches mobiles" est également passée, a-t-il expliqué à InfoMigrants.

"De plus en plus de monde sur ces campements"

Toutefois, le résultat n'apparaît pas à la hauteur des besoins. "Les villes de Saint-Denis et d'Aubervilliers ont juste fait le minimum car la justice l'a ordonné. Sauf que le problème reste entier car il n'y a pas assez d'installations et qu'il y a de plus en plus de monde sur les campements", s'inquiète Philippe Caro. Selon les bénévoles du collectif, plus de 500 repas ont été distribués mardi soir "et ce n'est plus suffisant", souffle Philippe Caro. Il dénombre au moins 150 tentes au niveau du pont de Stains, entre 50 et 100 autres près du pont du Landy et une vingtaine dans le secteur du bassin de la Maltournée.

S'ajoutent des micro campements disséminés aux alentours des portes nord-est de Paris et du périphérique. Louis Barda de Médecins du Monde estime que la population de migrants à la rue dans le nord de Paris a doublé depuis le déconfinement, le 11 mai dernier, recensant au moins 400 personnes dans les campements.

>> **À (re)lire :** [Paris : à peine installé, le campement de femmes et de familles à la Villette a été démantelé](#)

Il s'agit de personnes étant passées, volontairement ou non, au travers des mises à l'abri de la préfecture, mais aussi de nouveaux arrivants, maintenant que les frontières de l'Union européenne rouvrent peu à peu. "Il faut également prendre en compte ceux qui travaillaient au noir et qui parvenaient à se loger seuls. Ayant perdu leur petit boulot à cause de la crise sanitaire, ils ne peuvent plus payer de loyer et se retrouvent à la rue", ajoute Philippe Caro qui explique que la fermeture des administrations, confinement oblige, a aussi entravé bon nombre de migrants dans leurs démarches. "Il auraient dû avancer depuis des mois, mais ils se retrouvent bloqués à la rue. Ils sont d'ailleurs nombreux à faire la queue en passant la nuit devant les bureaux de l'Ofii à Paris", affirme le militant.

"L'objectif numéro un reste la mise à l'abri inconditionnelle"

"Nous sommes déçus que le tribunal ne nous ait pas suivis sur la question de l'hébergement", poursuit Louis Barda. "Les préfectures rétorquent que l'État héberge 130 000 personnes en Île-de-France chaque soir et que les quelques migrants sans-abri peuvent toujours appeler le 115, mais on sait que ce n'est pas une réponse adaptée. Soit le numéro ne répond pas, soit toutes les places sont prises d'assaut."

Médecins du Monde, Solidarité Migrants Wilson et les autres associations qui avaient déposé le référé-liberté continuent de plaider pour des solutions d'hébergement pérennes. "Au-delà de l'accès à l'eau et à l'hygiène, l'objectif numéro un reste la mise à l'abri inconditionnelle, y compris pour les dublinés, déboutés et sans-papiers. Cela fait maintenant cinq ans que ça dure, c'est devenu un problème conjoncturel par manque de volonté politique", déplore Louis Barda.

>> **À (re)lire :** [France : des centaines de sans-papiers travaillant pour Frichti demandent leur régularisation](#)

Contactée par InfoMigrants, la préfecture de Paris et d'Île-de-France s'est refusée à tout commentaire. "En raison de la période de réserve électorale, nous ne pouvons pas nous exprimer sur le sujet pour l'instant", a-t-elle écrit. La préfecture de Seine-Saint-Denis, elle, affirme avoir "distribué des masques et du gel aux migrants via la Croix Rouge [jeudi], comme le demandait le jugement du tribunal administratif de Paris." Elle rappelle toutefois que "la mise en place de points d'eau et de sanitaires, ainsi que de bennes, est à la charge des communes".

Les mairies de Saint-Denis et d'Aubervilliers n'ont pas répondu aux sollicitations d'InfoMigrants.